



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
5 mars 2007  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 5 mars 2007 adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Représentant  
permanent de la Fédération de Russie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le bilan des travaux du Conseil de sécurité pendant la présidence de la Fédération de Russie en janvier 2007 (voir annexe), bilan établi sous ma responsabilité à l'issue de consultations tenues avec d'autres membres du Conseil.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Vitaly **Churkin**



**Annexe à la lettre datée du 5 mars 2007  
adressée au Président du Conseil de sécurité  
par le Représentant permanent de la Fédération  
de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Bilan des travaux du Conseil de sécurité pendant  
la présidence de la Fédération de Russie (janvier 2007)**

**Introduction**

Le 8 janvier 2007, le Conseil de sécurité a accueilli Ban Ki-moon – lequel participait pour la première fois à l'un de ses débats officiels en qualité de Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies – et s'est engagé, dans l'exercice de la responsabilité principale du maintien de la paix et de sécurité internationales à lui assignée, à continuer de travailler en étroite collaboration avec lui, en vue de réalisations précises et concrètes pour mieux affronter les menaces et défis multiformes et interdépendants auxquels le monde doit faire face, notamment les conflits armés, le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Le Conseil a adopté une déclaration de son président (S/PRST/2007/1), dans laquelle il a souligné que ces menaces et défis exigeaient une action résolue et cohérente, fondée sur le système de sécurité collective institué par la Charte des Nations Unies; il a engagé le Secrétaire général à lui présenter plus régulièrement des analyses de la situation dans les régions où des conflits armés risquaient d'éclater ainsi qu'à s'intéresser davantage, en matière de maintien de la paix, à la nécessité d'atteindre les objectifs de la mission, et il a insisté sur l'importance que revêtait la consolidation de la paix. Le Conseil s'est également engagé à défendre les buts et principes énoncés dans la Charte, il a réaffirmé son attachement aux principes d'égalité souveraine, de souveraineté nationale, d'intégrité territoriale et d'indépendance politique de tous les États, et souligné en outre qu'il importait de faire respecter les droits de l'homme et l'état de droit, y compris la protection des civils dans des conflits armés, et d'adhérer aux principes de l'abstention du recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales de toute manière qui soit incompatible avec les buts des Nations Unies, et du règlement pacifique des différends.

Au cours de la présidence de la Fédération de Russie, en janvier 2007, le Conseil de sécurité a tenu 14 séances, dont des débats sur des menaces contre la paix et la sécurité internationales et la consolidation de la paix après les conflits, et 14 consultations officielles; il a adopté trois résolutions et deux déclarations de son président.

**Afrique**

**République centrafricaine**

Au cours de consultations officielles, le 15 janvier, le Représentant spécial du Secrétaire général, Lamine Cissé, a présenté le rapport de celui-ci sur la situation en République centrafricaine et sur les activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BONUCA).

Les membres du Conseil ont noté avec préoccupation que la situation s'était détériorée dans le nord du pays sous l'effet des attaques menées par des insurgés en octobre et en novembre 2006. Les insurgés se sont emparés de plusieurs villes qui ont ensuite été libérées par les forces gouvernementales avec l'appui de contingents français et de la Force multinationale de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.

L'instabilité a suscité un nouvel exode de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays vers le Soudan voisin, ce qui avait eu des répercussions sur les relations bilatérales entre les deux pays.

Les membres du Conseil ont prié instamment le Gouvernement centrafricain de normaliser les relations avec le Soudan. Ils ont également reconnu que la situation d'ensemble dans la sous-région pâtissait de la persistance de la crise au Darfour.

Il a été souligné que le Gouvernement devrait accélérer la réforme du secteur de la sécurité avec l'appui technique du BONUCA et prendre de nouvelles mesures pour parvenir à un consensus national fondé sur un dialogue politique largement représentatif qui se déroulerait sous les auspices du Bureau.

### **Côte d'Ivoire**

Le 10 janvier, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1739 (2007), par laquelle il a prorogé jusqu'au 30 juin 2007 les mandats de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et des forces françaises en vue de la tenue d'élections présidentielle et législatives libres, ouvertes, justes et transparentes en Côte d'Ivoire au plus tard le 31 octobre 2007.

### **République démocratique du Congo**

Au cours d'une séance publique tenue le 9 janvier, le Conseil de sécurité a entendu un exposé de Javier Solana, Haut Représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité commune, sur le rôle de la force de l'Union européenne et l'appui qu'elle offrait à la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (MONUC) pour aider à assurer la sécurité dans le pays au cours de la campagne électorale.

Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Jean-Marie Guéhenno, et le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Ibrahim Gambari, ont remercié l'Union européenne d'avoir accepté de déployer une force au cours de la campagne électorale à la demande de l'ONU et ils ont informé le Conseil des efforts consentis par leurs départements respectifs pour aider le Gouvernement et le peuple de la République démocratique du Congo à organiser les élections – les plus vastes et plus complexes que l'Organisation ait jamais aidé à organiser – et à y participer.

### **Éthiopie et Érythrée**

Au cours d'une séance tenue à huis clos le 16 janvier 2007, le Conseil et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE) ont entendu un exposé du Directeur de la Division Afrique au Département des opérations de maintien de la paix, Dmitry Titov, sur les faits les plus récents concernant le processus de paix entre les deux pays.

Plus tard dans la journée, au cours de consultations officieuses, le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, Hédi Annabi, a présenté au Conseil le rapport spécial du Secrétaire général du 15 décembre 2006 (S/2006/992) soumis en application de la résolution 1710 (2006) du Conseil, qui proposait diverses options pour une modification éventuelle du mandat de la MINUEE.

Le 30 janvier, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1741 (2007), par laquelle il a prorogé le mandat de la MINUEE pour une période de six mois, jusqu'au 31 juillet 2007 et autorisé une nouvelle réduction de la composante militaire de la Force, ramenée de 2 300 à 1 700 militaires.

### **Somalie**

Le 10 janvier, au cours de consultations officieuses, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a présenté au Conseil de sécurité un exposé sur la situation en Somalie.

Durant le débat, les membres du Conseil ont souligné la nécessité d'établir un dialogue politique inclusif dans le cadre de la Charte fédérale de transition entre tous les groupes et clans somaliens, y compris les représentants modérés de l'Union des tribunaux islamiques évincée, en vue de stabiliser la situation dans le pays.

Le Conseil a déclaré appuyer le déploiement en Somalie dans les meilleurs délais de la force de maintien de la paix africaine autorisée, qui aiderait à créer les conditions nécessaires au retrait de toutes les troupes étrangères du pays et à améliorer la situation humanitaire en Somalie.

### **Tchad-Soudan**

Le 10 janvier, au cours de consultations officieuses, le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix a présenté au Conseil un exposé sur la situation au Tchad, en République centrafricaine et au Soudan et lui a soumis le dernier rapport du Secrétaire général sur la question.

Lors d'une séance publique, le 16 janvier, le Conseil a adopté une déclaration de son président (S/PRST/2007/2) dans laquelle il a réitéré sa préoccupation à l'égard de la poursuite de l'instabilité dans la zone frontalière du Soudan, du Tchad et de la République centrafricaine, et de la menace qu'elle faisait peser sur la sécurité de la population civile, pris note de l'intention du Secrétaire général d'autoriser le retour immédiat de la mission d'évaluation technique dans la région, en vue de compléter ses observations, et prié ce dernier de lui présenter avant le milieu du mois de février des recommandations complétées et mises à jour quant à la taille, à la structure et au mandat d'une présence multidimensionnelle éventuelle des Nations Unies au Tchad et en République centrafricaine.

Dans cette déclaration, le Conseil de sécurité a également prié le Secrétaire général de déployer dès que possible une mission préparatoire au Tchad et en République centrafricaine en vue d'accélérer les préparatifs d'une décision prochaine sur une telle présence.

## **Amériques**

### **Haïti**

Le 29 janvier, le Conseil a tenu une séance à huis clos avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haïti (MINUSTAH). Ensuite, au cours de consultations officieuses, le Représentant spécial du Secrétaire général pour Haïti, Edmond Mulet, a présenté le rapport du Secrétaire général sur les activités de la MINUSTAH et informé le Conseil de l'État de la situation en Haïti. Il a fait observer qu'en dépit d'une série d'opérations montées avec succès par la MINUSTAH et la Police nationale d'Haïti contre des groupes criminels en décembre et en janvier, le pays avait encore besoin d'une assistance internationale soutenue. Les membres du Conseil ont accueilli avec satisfaction les recommandations du Secrétaire général et prié instamment le Gouvernement haïtien d'intensifier sa coopération avec la MINUSTAH, en particulier touchant la lutte contre le banditisme et la réforme des institutions gouvernementales. Ils ont également demandé aux autorités haïtiennes de mettre fin à l'afflux d'armes et de stupéfiants dans le pays.

## **Asie**

### **Iraq**

Le 29 janvier, le Président a adressé des lettres au Secrétaire général et au Représentant permanent de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies, pour leur demander, au nom du Conseil, d'accélérer le processus visant à résoudre les questions qui demeuraient en suspens concernant le Programme « pétrole contre nourriture », de façon à régler la question des paiements entre le Gouvernement Iraquiens et les participants au Programme et à ouvrir la voie à la fermeture définitive du dossier « pétrole contre nourriture ». Le Conseil a également prié le Secrétariat de le tenir informé de l'évolution de ses négociations avec la partie iraquienne.

### **Myanmar**

Le 12 janvier, le Conseil de sécurité n'a pas été en mesure d'adopter une résolution sur le Myanmar, présentée conjointement par les États-Unis d'Amérique et par le Royaume-Uni, en raison du vote négatif de deux membres permanents, la Chine et la Fédération de Russie. Le résultat du scrutin a été le suivant : 9 voix pour, 3 voix contre (l'Afrique du Sud ayant également voté contre) et 3 abstentions (Congo, Indonésie et Qatar).

### **Népal**

Le 11 janvier, au cours de consultations officieuses, le Représentant personnel du Secrétaire général, Ian Martin, a présenté le rapport de ce dernier sur la demande de soutien au processus de paix formulée par le Népal. Il a également informé le Conseil de l'évolution de la situation dans le pays à la suite de l'Accord de paix global signé par le Gouvernement népalais et le Parti communiste népalais (maoïste) le 21 novembre 2006.

Les membres du Conseil se sont félicités des progrès du processus de paix et ils ont approuvé les recommandations de Secrétaire général tendant à déployer le plus rapidement possible la Mission des Nations Unies au Népal (MINUNEP) en vue de surveiller divers aspects de l'accord de cessez-le-feu ainsi que d'apporter une assistance technique aux parties aux fins des élections à l'Assemblée constituante qui devraient se tenir avant la fin de juin.

Le 23 janvier, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1740 (2007), par laquelle il a établi la MINUNEP pour une période de 12 mois.

## **La situation au Moyen-Orient**

Au cours d'une réunion d'information publique suivie de consultations officielles, tenue le 25 janvier, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a informé les membres du Conseil de la situation au Moyen-Orient. Il a dit que le mois écoulé avait été marqué par une montée de l'instabilité et par de nouvelles souffrances au Moyen-Orient, accompagnées, au plan international, par la prise de conscience du caractère impérieux de la recherche d'une solution politique.

Le 15 janvier, le Conseil a fait connaître, par une lettre de son président au Secrétaire général, son intention de désigner de nouveaux commandants pour les forces des Nations Unies au Moyen-Orient, la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement et la Force intérimaire des Nations Unies au Liban.

## **Europe**

### **Géorgie**

Le 24 janvier, au cours d'une séance à huis clos, le Représentant spécial du secrétaire général pour la Géorgie, Jean Arnault, a présenté le dernier rapport intérimaire du Secrétaire général sur la situation en Abkhazie (Géorgie) (S/2007/15).

Au cours de consultations plénières, les membres du Conseil se sont félicités des progrès réalisés dans l'application de la résolution 1716 (2006), notamment de la reprise des patrouilles mixtes de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie et de la force de maintien de la paix de la Communauté d'États indépendants dans la haute vallée de la Kodori, mais se sont inquiétés des incidents sur le plan de la sécurité signalés par le Secrétaire général dans son rapport ainsi que de la situation humanitaire dans la zone du conflit. Il a été réaffirmé que cette surveillance devrait continuer de façon régulière. Les membres du Conseil ont insisté sur la nécessité de respecter strictement l'Accord de cessez-le-feu et de séparation des forces signé à Moscou, qui demeurerait un instrument clef propre à empêcher que les tensions politiques ne dégénèrent en actes de violence. Le Conseil a lancé un appel aux deux parties pour qu'elles fassent preuve de la plus grande retenue, surmontent leur méfiance et engagent un dialogue soutenu pour empêcher l'exacerbation de la situation sur le terrain. Il compte sur la réunion de haut niveau du Groupe des Amis du Secrétaire général, qui devrait se tenir prochainement à Genève, pour imprimer un nouvel élan à la reprise de négociations devant conduire à un règlement durable du conflit.

## Questions diverses

### **Liban : Commission d'enquête internationale indépendante créée en application des résolutions 1595 (2005), 1636 (2005) et 1644 (2005) du Conseil de sécurité**

Le Conseil de sécurité a tenu une série de consultations sur la situation décrite au paragraphe 103 du rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante en date du 12 décembre 2006 (S/2006/962), à savoir que la Commission attendait toujours que 10 États Membres répondent à 22 demandes d'assistance qu'elle leur avait adressées. Certains membres du Conseil ont attiré l'attention, en particulier, sur la déclaration du Chef de la Commission d'enquête, Serge Brammertz, selon laquelle cette absence de réponse de la part de certains États avait des conséquences sérieuses en ce qu'elle retardait les travaux de la Commission et entravait ses enquêtes, et se sont déclarés préoccupés par cet état de choses. Certains ont proposé de demander à Serge Brammertz de révéler les noms des États non coopératifs et de prier instamment ces États de coopérer pleinement et sans condition avec la Commission comme l'exigeait la résolution 1636 (2005). Plusieurs délégations ont repoussé cette idée, rappelant que Serge Brammertz avait déclaré publiquement qu'il ne souhaitait révéler aucun nom, que le problème ne venait pas d'un refus délibéré de coopérer mais de difficultés de communication avec les systèmes juridiques nationaux et qu'il essaierait de travailler avec ces pays et ne ferait appel au Secrétariat que si les choses ne se débloquaient pas.

### **Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) concernant la République démocratique de Corée**

Le 11 janvier, le Conseil de sécurité a entendu un exposé du Représentant permanent de la Slovaquie auprès de l'Organisation des Nations Unies, Peter Burian, sur les activités du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) concernant la République démocratique de Corée. Ensuite, les représentants des États-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont fait des déclarations.

### **Bureau des organes subsidiaires**

Le 18 janvier, le Président a publié une note annonçant que le Conseil avait convenu de la composition de tous les bureaux de ses organes subsidiaires.

### **Consolidation de la paix après un conflit**

Le 23 janvier, le Conseil a examiné dans le cadre de consultations officielles des questions se rapportant à la consolidation de la paix après un conflit, notamment les travaux de la Commission de consultation de la paix, et a entendu un exposé du Chef du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, Carolyn McAskie.

Le 31 janvier, le Conseil a tenu une séance publique sur la consolidation de la paix après un conflit. Parmi les 40 orateurs, il a entendu le Président du Conseil économique et social, Dalius Čekuolis; le Président du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix, Ismael Abraão Gaspar Martins; la Sous-Secrétaire générale chargée du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, Carolyn McAskie; le Représentant permanent des Pays-Bas, Président de la réunion de la Commission de consolidation de la paix consacrée à la Sierra Leone, Frank Majoor;

le Représentant permanent de la Norvège, Vice-Président du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix et Président de la réunion de la Commission consacrée au Burundi, Johan Løvald; le Représentant permanent du Burundi, Joseph Ntakirutimana; le Représentant permanent adjoint de la Sierra Leone, Sylvester Ekundayo Rowe; le Représentant spécial de la Banque mondiale auprès de l'Organisation des Nations Unies, Oscar Avalle; le Représentant spécial du Fonds monétaire international auprès de l'Organisation des Nations Unies, Reinhard Munzberg. Les membres du Conseil, et 16 autres États, notamment l'Allemagne au nom de l'Union européenne, la Jamaïque au nom du Mouvement des pays non alignés et le Canada au nom de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ont fait des déclarations au cours du débat public.

Le débat public a constitué une occasion importante de réfléchir aux activités de la Commission de consolidation de la paix créée à l'issue du Sommet mondial de 2005 par des résolutions adoptées simultanément par l'Assemblée générale (60/180) et le Conseil de sécurité [1645 (2005)] – l'une des principales réalisations de la réforme de l'ONU. Le débat a porté notamment sur les mesures concrètes à prendre pour améliorer la consolidation de la paix dans les activités clefs de l'ONU, sur l'importance de donner un nouvel élan à un partenariat complémentaire entre les principaux organes et parmi tous ceux qui contribuaient à la consolidation de la paix ainsi que sur les divers moyens de faciliter l'action constructive de la Commission et le resserrement de ses liens avec les principaux organes de l'ONU.

Conformément à sa résolution 1646 (2005), dans laquelle il avait décidé de choisir chaque année deux de ses membres élus pour siéger avec ses membres permanents au Comité d'organisation de la Commission, le Conseil a convenu à l'unanimité, le 12 janvier, de choisir l'Afrique du Sud et Panama pour un mandat d'un an devant s'achever le 31 décembre 2007.

---